



Cadre juridique et étapes d'un projet éolien

Ce document vise à énoncer le cadre juridique et les étapes d'un projet éolien selon la procédure de l'Autorisation Environnementale Unique (ordonnance et décrets de janvier 2017)

A. CADRE JURIDIQUE

Le cadre juridique général

Un projet éolien est d'abord un **projet d'investissement industriel privé**, qui poursuit en priorité l'intérêt financier des développeurs. Néanmoins les tribunaux considère qu'il répond à des objectifs nationaux et peut donc bénéficier des mêmes dispositions réglementaires qu'un équipement public.

Ce projet trouve des alliés locaux avec :

- les loueurs de terrains privés ou publics
- les collectivités locales qui y trouvent des revenus fiscaux (faible pour les communes, moyens pour les communautés de communes)
- des élus ou simples citoyens, par opinion ou intérêt politique.

Le développement d'un projet éolien vient d'être une nouvelle fois modifié par l'ordonnance et les 2 décrets du 26 janvier 2017. Les éoliennes avec mat de plus de 50 mètres sont des Icipe (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) soumises à autorisation environnementale. Mais contrairement aux autres Icipe elles sont maintenant dispensées de permis de construire .

Le cadre juridique des codes de l'urbanisme et de l'environnement.

Le document d'urbanisme de la commune (PLU, carte communale, régime général) Sauf dispositions spéciales figurant dans le règlement ou les orientations générales du PLU, les éoliennes (considérées comme des équipements participant au service public de l'électricité) peuvent-être installées même en zone agricole ou naturelle (conseil d'état août 2012).

Le Scott peut dans certains cas assurer une protection forte des zones naturelles.

La **ZNIEFF** est une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. Cette zone n'est pas un dispositif de protection réglementaire, même si elle implique un porter à connaissance en cas de projet la concernant.

L'implantation des éoliennes dans les zones **Natura 2000** est possible mais encadrée par une réglementation de la communauté européenne.

Les **Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux** sont une protection forte.

Les schémas éoliens départementaux ou des parcs naturels régionaux sont sans effet juridique direct.

Le schéma régional éolien peut faire l'objet de dérogations. Dans la plupart des régions ils ont été annulé par les tribunaux administratifs, annulation maintenant confirmée par le Conseil d'État.

La classification des paysages de la Diren est sans effet juridique direct.

ZPPAUP, zone de protection des sites et monuments inscrits ou classés, parcs naturels nationaux sont des protections très fortes.

B. PHASES DE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET



Cadre juridique et étapes d'un projet éolien

1 La maîtrise des terrains

Initiative : promoteur éolien

But : obtenir la signature d'une promesse de bail emphytéotique

Décideur : propriétaire foncier (éventuellement commune ou section de commune)

Cette première phase est discrète.

La promesse de bail engage le propriétaire pour des années avant qu'il ne touche un loyer (études, enquête publique, procès éventuels, temps de construction, de 2 à 10 ans). Si le projet est abandonné il ne touchera jamais rien (60% des projets avec opposition n'aboutissent pas). Dans certains cas, le promoteur aurait fait signer des promesses sur bien plus de parcelles que celles qu'il comptait construire (surbooking).

Elle peut être accompagnée d'un vote du conseil municipal autorisant la prospection et l'étude d'un projet éolien. Cette autorisation donne un vernis officiel au projet mais n'a aucun caractère obligatoire. Mais le document signé entre le promoteur et la municipalité va souvent beaucoup plus loin : engagement de soutien du projet par la municipalité, engagement de mettre les chemins ruraux à la disposition du promoteur pour le passage des câbles électriques et pour les travaux ...

2 Le certificat de projet (facultatif, guère utilisé)

Initiative : promoteur éolien

But : fixer le contenu du dossier d'étude et les délais d'examen

Décideur : préfet

(Après l'essai dans 4 régions, Aquitaine, Bourgogne, Franche-Comté, Bretagne, il semble peu utilisé).

En fonction des informations que le porteur de projet lui aura données, le préfet de département délivre un certificat de projet dans lequel :

- Il identifie les régimes juridiques et les procédures dont le projet relève, décrit les principales étapes de l'instruction de ces procédures et établit la liste des pièces requises pour chacune d'elles.
- Il fixe, pour chacune des procédures relevant de sa compétence, un délai maximal d'instruction (sous réserve de suspension, interruption ou prorogation de délais prévus par les dispositions en vigueur).
- Il l'informe des autres régimes et procédures susceptibles de s'appliquer, en fonction de l'évolution de projet, ainsi que de tout élément de nature juridique ou technique du projet susceptibles de faire obstacle à sa réalisation ou de nature à l'améliorer.

3 Les études préalables

Initiative : promoteur éolien

Exécutant : promoteur, organismes d'études très divers commandités par le promoteur

Durée : de l'ordre de 1 an, souvent beaucoup plus

But : vérifier la possibilité du projet

Conclusion : dossier d'autorisation unique déposé devant l'administration

Cette phase est tout à fait opaque pour le public, de la seule responsabilité du promoteur qui sous-traite beaucoup d'études, mais surveille de près la rédaction des conclusions.



Cadre juridique et étapes d'un projet éolien

Les études les plus importantes sont :

- l'étude du bruit, mesures du bruit ambiant avant les éoliennes sur 5 à 10 points autour du projet, calcul du bruit à prévoir après l'installation des éoliennes, définition d'un plan de bridage en cas de dépassement de la norme
- l'étude environnementale, qui concerne essentiellement les oiseaux et les chauves-souris
- l'étude de l'insertion dans le paysage avec photomontages simulant les éoliennes en place en 5 à 10 points significatifs

On peut trouver aussi des études géologiques, hydrauliques ...

Les études de vent (mat de mesure) vérifient la rentabilité du projet mais reste confidentielle et ne font pas partie du dossier ICPE qui ne contient qu'un très court résumé.

4 L'étude du dossier d'autorisation unique par l'administration et l'autorité environnementale

Initiative : promoteur

Exécutants : les diverses administrations concernées

Durée : plusieurs mois

But : vérifier la régularité du dossier Icpe

Décideur : Dreal (département ou région)

Conclusion : lancement de l'enquête publique

Le dossier de demande d'AU est déposé en préfecture de département. Il est instruit par l'antenne locale de la DREAL en lien avec ses services régionaux . Se déroule alors une phase d'enrichissement du dossier de demande en fonction des exigences de la DREAL. Cela aboutit à la déclaration de recevabilité du dossier, jugé complet.

Lorsque le dossier est complet et techniquement satisfaisant, la Dreal le soumet pour avis à l'Autorité Environnementale.

C'est sur ce dossier que doit se prononcer l'autorité environnementale. Commence ensuite la phase d'instruction du dossier, tant du côté des services de l'état concernés (ABF, DDT, sécurité publique...) que du côté des personnes consultées (communes, organismes divers...). L'enquête publique se place dans le cadre de cette instruction.

Remarques :

- Cette étape voit des échanges d'information constants entre promoteur et administration, mais elle est opaque pour le public. Comme pour la phase 3 précédente, cette opacité est contestable car contraire au droit de l'environnement et aux directives européennes (voir <http://www.ventdecolere.org/index.php?page=Cada>) .

- L'indépendance de l'Autorité Environnementale régionale par rapport à la Dreal, imposée par les directives européennes, fait encore problème.

5 L'enquête publique

Initiative : Préfet

Exécutant : commissaire enquêteur nommé par le préfet

Durée : 4 à 6 semaines

But : informer et recueillir les informations du public

Conclusion : rédaction par le commissaire enquêteur d'un rapport avec un avis circonstancié pour éclairer la décision du préfet



Cadre juridique et étapes d'un projet éolien

C'est l'unique occasion où les riverains sont officiellement consultés, sur la base d'un dossier d'étude énorme (500 à 1000 pages) préparé par le seul promoteur. Demander au commissaire-enquêteur communication de 2 documents importants : l'avis de l'Autorité Environnementale et celui de l'Agence Régionale de Santé.

L'enquête publique n'est pas un vote pour ou contre le projet, mais un recueil des observations "techniques" du public sur le projet. Il ne suffit pas que les non l'emportent sur le cahier d'observations pour que l'enquête soit déclarée défavorable.

Posez des questions précises et liées directement au projet, trouvez les points faibles ou cachés du projet et demandez au commissaire enquêteur des précisions. Procédez plutôt par question que par affirmation.

6 La consultation de la commission départementale des paysages et des sites

Initiative : Dreal

Exécutant : secrétariat de la commission (préfecture)

But : informer et recueillir l'avis des membres de la commission sur le projet du point de vue du paysage

Conclusion: avis pour éclairer la décision du préfet.

Les membres de cette commission sont très divers (fonctionnaires, élus, professionnels, représentant d'associations) et nommés par arrêté préfectoral. Les associations de défense peuvent demander à être entendues (les promoteurs le sont de droit bien entendu), il arrive que cette demande soit acceptée.

7 La décision du préfet :

Nanti de tous ces avis, le service des installations classées(encore la DREAL) propose une décision au préfet.

Le préfet notifie au demandeur son projet d'arrêté et lorsque celui ci a répondu, il le publie, amendé ou non.

Dans un but de simplification administrative, la procédure dite d'autorisation environnementale unique est maintenant en place. Elle permet de regrouper dans un même arrêté signé par le préfet l'autorisation d'exploiter ICPE, et éventuellement le permis de défricher, le permis de destruction de la faune protégée ... Les éoliennes sont depuis le début 2017 « dispensées » de permis de construire.

L'arrêté préfectoral contient les prescriptions de fonctionnement que doit suivre l'opérateur. Elles sont le plus souvent détaillées sur plusieurs pages.

8 La contestation des arrêtés préfectoraux

Les arrêtés préfectoraux peuvent être contesté devant la justice administrative :

- dans le délai très strict de 4 mois après publication de l'arrêté d'autorisation environnementale unique.
- par des particuliers et/ou des associations ayant intérêt à agir :
 - particuliers ayant vue directe sur les éoliennes et à une distance inférieure à 1,5 à 2 km,
 - associations si leurs statuts le permet .
- un recours sans avocat est juridiquement possible mais demande une bonne connaissance du droit administratif.



Cadre juridique et étapes d'un projet éolien

- **les recours juridiques ne sont pas suspensifs**, le promoteur peut commencer les travaux s'il dispose des financements nécessaires.

9 La contestation après construction

Vous pouvez demander au préfet de vérifier si le fonctionnement des éoliennes est conforme aux dispositions de l'arrêté et éventuellement la modification de ces dispositions.

Une fois construite il est très très difficile d'obtenir la démolition d'une éolienne, quand bien même elle serait déclarée illégale, ou créant des troubles de voisinage justifiant leur destruction dans un jugement devant un tribunal civil.